

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Guerre contre les travailleurs,
guerre contre les peuples,**



**L'urgence
de la riposte**

**A Bordeaux, deux mois de mobilisations
en solidarité avec le peuple palestinien**

**Luttes et résistances à Charles Perrens, Ford,
contre l'Hostérité... construire la convergence !**



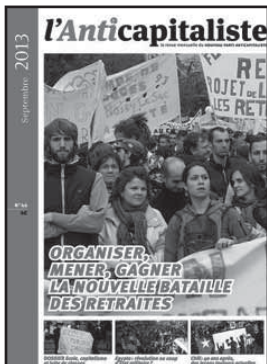
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
En Lutte	p.4-6
• Ford : en route vers le mondial de l'auto	
• Capbreton : les « communaux » dans la rue	
• Charles Perrens : la révolte gronde	
Dans la santé	p.7
• Au CHU, la coupe est pleine	
Dans l'éducation	p.8
• Une rentrée à l'aune des politiques d'austérité	
• Isle-St-Georges, la lutte contre la suppression d'une classe a payé	
	p.9
• Chronique Tous à poil ! : « j'aime l'entreprise »	
• Liquidation de Transadapt : un scandale, un vrai gâchis, et tout sauf une fatalité !	
• Mégastop au Mégajoule	
Politique locale	p.10-11
• Débat sur la Métropole à Lormont	
• Les PPP, tout bénéf pour les bétonneurs !	
• Feltesse, fin de sevrage...	
• Rousset aussi « aime l'entreprise »	
• Chez ces gens-là, on compte !	
Solidarité avec le peuple palestinien	p.12-13
• Mobilisation pour Gaza à Bordeaux	
• En finir avec l'apartheid sioniste !	
• Grande foire des marchands de mort à Mérignac	
	p.14
• Les nôtres : Ignace Garay	
• Correspondance : nouvelles du Québec	
A lire, à voir	p.15-16
• Mythe de la parentalité, réalité des familles de Saül Karsz	
• Le salaire de la vie, de Ghislaine Tormos	
• Exposition : Chicano dream	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Guerre contre les travailleurs, guerre contre les peuples L'urgence de la riposte

Offensive décomplexée et tous azimuts. Rebsamen attaque les chômeurs, Valls déclare son amour aux patrons (voir page 10)... Seuls les riches et le Medef applaudissent. Malgré l'absence de croissance, les dividendes versés aux actionnaires ont progressé de 30 %, 40 milliards, pour le seul 2ème trimestre 2014. A rapprocher des 20 milliards de crédit d'impôts aux entreprises en 2014 et des 21 milliards d'économies sur le budget 2015. Les mécanismes ne sont pas directs... mais l'argent arrive bien dans les poches des plus riches.

13% dans les sondages, grillé pour grillé, le gouvernement a décidé la fuite en avant en faveur du Medef... Sauf que cette impopularité jamais vue provoque une instabilité majeure, au point qu'Hollande, à la veille du vote de confiance, doit évoquer les conditions qui le contraindraient à dissoudre l'Assemblée : soit parce que « la majorité se dérobe », soit à cause de « la paralysie du pays par la rue ». Menace et inquiétude...

L'UMP se divise sur la question, en crise elle aussi. Dépouillée de son programme par le PS, divisée par les ambitions, affaiblie par les affaires judiciaires, elle est incapable aujourd'hui d'incarner une politique différente, si ce n'est en faisant de la surenchère réactionnaire. Quant au FN, il postule au pouvoir, mais derrière les fanfaronnades et la recherche de respectabilité, le vernis craque comme le montre le feuilleton des magouilles d'Hayange, où le nouveau maire FN a trafiqué ses comptes de campagne.

La crise est totale, économique, environnementale, politique... et aussi militaire. Hollande endosse une fois de plus l'uniforme du va-t-en-guerre en Irak, après s'être fait le complice de l'agression israélienne sur Gaza (page 12), et avoir relancé les interventions militaires dans la Françafrique. Les puissances impérialistes sont déstabilisées par la multiplication des conflits dont elles sont elles-mêmes la cause, provoquant un enchaînement d'événements qu'elles sont incapables de maîtriser.

Contre la guerre, on ne peut que se réjouir que pendant deux mois, des militants et des habitants des quartiers populaires, dont de nombreux jeunes, se soient mobilisés pour soutenir la population de Gaza sous les bombes. La révolte est bien là, face à la brutalité guerrière, comme face à la brutalité sociale. Elle s'exprime dans de multiples luttes aujourd'hui éclatées, et de plus en plus d'équipes militantes, conscientes que leurs conditions de vie et de travail ne reposent que sur elles-mêmes, tentent de créer les conditions de la convergence des luttes, comme à l'hôpital Charles Perrens (page 3), et plus largement dans le mouvement national contre l'Hostérité dans la santé, ou comme à Ford (page 5).

Ces tentatives, encore fragiles, sont autant d'encouragements, de possibilités nouvelles pour construire les perspectives nécessaires pour le combat social et pour les nouvelles générations qui s'y éveillent.

Ces perspectives ne viendront pas des apprentis frondeurs et des verts qui se recyclent... ni de ceux qui envisagent avec eux une nouvelle union de la gauche. Elles ne viendront pas non plus des directions des confédérations syndicales qui préfèrent le « dialogue social » plutôt que de construire une lutte d'ensemble pour reconquérir les droits perdus.

Il s'agit bien de reconstruire une perspective pour la révolte de la jeunesse et du monde du travail, trop souvent désarmée pour imposer leurs exigences. Rendre populaires les revendications urgentes : l'interdiction des licenciements, le partage du travail, l'augmentation des salaires et des revenus pour les classes populaires, l'annulation de la dette... Discuter de la contestation révolutionnaire du capitalisme, car chaque problème, chaque recul, trouve sa cause dans la loi du profit. Poser aussi le problème des moyens pour imposer de telles exigences : la coordination des luttes, pour aller vers leur généralisation, seul moyen de changer le rapport de forces, de mettre un coup d'arrêt aux reculs, de reconquérir des droits, et finalement, de poser la perspective d'un changement de société.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Usine Ford : en route vers le Mondial de l'auto !

La situation dans l'usine est toujours aussi confuse. Sous-activité chronique et avenir sombre. Les préoccupations se renforcent au fil des mois, surtout que Ford vient de renier son engagement de préserver les 1000 emplois existants. Ce n'est donc pas un scoop, les temps sont vraiment durs.

Nous subissons la propagande patronale permanente, le chantage de Ford avec la flexibilité et la compétitivité (mots magiques du moment). Le ras-le-bol est là mais débouche davantage sur l'écoeurement et la résignation que sur l'envie de se battre.

C'est dans ce contexte qu'une équipe de syndicalistes (Cgt) essaie de changer la donne. Véritablement à contre-courant, ces militants appellent à manifester au Mondial de l'automobile le 4 octobre à Paris.

Une véritable aventure tant les handicaps s'accroissent : le soutien des élus et des pouvoirs publics (du PS notamment) n'est quasiment plus là. Du coup, on se sent un peu seuls, mais pas complètement. Un appel a été lancé auprès de la population et vers les syndicalistes de partout. La défense des emplois chez Ford passe par la défense des emplois de tous. L'intention est de construire un « tous ensemble » dans les bus qui iront au Mondial.

Alors, des réseaux militants s'activent. Les cheminots de Bègles, la coordination des intermittents et précaires de Gironde (CIPG) organisent une soirée de soutien à Langoiran le 20 septembre. Il y aura un débat sur comment lutter contre les reculs sociaux, invitant largement le mouvement social. Des syndicats comme les Fralib (13), les

Harribo (34) enverront des délégations à l'entrée du Salon. Des syndicats soutiennent financièrement, des militants prendront le bus. La solidarité ouvrière s'exprime. Quelques maires envoient des chèques.

Quoiqu'il arrive, la préparation de cette manifestation permet d'agir, de refuser le fatalisme et aussi de créer des liens militants entre syndicalistes et salariés de secteurs parfois complètement différents.

Philippe Pontou

Pour info et soutien, voir le site de la Cgt-Ford : www.cgt-ford.com

LES BÉNÉFICIAIRES DE CETTE GRANDE JOURNÉE DE RENCONTRES IRONT AUX FORD BLANQUEFORT POUR AIDER À FINANCER LEUR MANIFESTATION À PARIS LE 4 OCTOBRE.

La motivation est là pour envahir le stand Ford, pour faire entendre le plus fort possible la voix des salariés, montrer que nous existons sur la vitrine des constructeurs automobiles, dans ce lieu de paillettes, de voitures dernier cri, où ceux qui produisent les richesses sont ignorés.

LE POINT À L'USINE FORD

Nous sommes encore 1000 salariés dans cette usine qui était condamnée à la fermeture en 2010. Une forte et longue mobilisation depuis 2007 a pu changer la donne. Ceci dit, plus de 1000 emplois ont disparus durant ces 15 dernières années !

L'hémorragie doit cesser.

Ford s'était engagé il y a un an à maintenir les emplois restants jusqu'en 2018 signant même un accord avec les pouvoirs publics, moyennant quelques 40 millions d'aides. Aujourd'hui, les dirigeants viennent d'abandonner cet objectif encaissant quand même les millions d'euros. Aujourd'hui le programme c'est chantage, flexibilité, modération salariale et aggravation des conditions de travail sur fond de danger pour l'avenir du site.

Nous refusons de nous résigner.

Alors le 4 octobre, nous manifesterons au Mondial de l'auto à Paris (en bus) pour tenter une nouvelle fois de pousser Ford à investir et apporter l'activité nécessaire. Défendre les emplois « Ford » c'est aussi défendre les milliers d'emplois induits par l'activité de l'usine. **Nous sommes toutes et tous concernés.** C'est donc tous ensemble que nous pourrions stopper les suppressions d'emplois et défendre tous les emplois (public-privé) dans la région.

CGT Ford Blanquefort

Depuis plusieurs mois, la coordination des intermittents et précaires se bat contre la nouvelle convention d'assurance chômage validée par le gouvernement, et entrée en application le premier juillet. L'esprit de cette réforme faite par et pour le MEDEF est de **détruire petit à petit le principe de solidarité interprofessionnelle**. Désormais, c'est aux chômeurs et aux travailleurs les plus précaires d'assumer eux-mêmes le financement de l'assurance chômage. Ces mesures correspondent à une politique globale de destruction du service public au profit d'intérêts privés et de **démantèlement de toute forme de protection sociale**, considérée comme un frein à la sacro-sainte compétitivité des entreprises. Aujourd'hui la situation est plus grave encore, puisque ces orientations sont plus fortes que jamais, et portées par un gouvernement qui n'a plus de « socialistes » que le nom. Cheminots, ouvriers, intermittents, chômeurs, précaires, citoyens, ensemble, montrons-leur que nous ne cautionnons pas ces choix politiques et qu'une alternative est possible !

Coordination des Intermittents et Précaires de la Gironde

Les gouvernements qui se succèdent ont la mémoire courte et s'attaquent à leur électorat : les citoyens souvent les plus modestes et les employés des grands corps d'état.

Les cheminots, eux qui ont toujours été en première ligne durant les grandes luttes pour le progrès social se voient trahis durant la grève de juin par un gouvernement soi-disant de « gauche ».

Le plus tragique est que cette réforme néfaste pour le service public et ses usagers a été créée par le gouvernement Sarkozy et laissée dans les cartons en attendant quelqu'un de plus libéral pour la mettre en œuvre !!!!!diktat

Car il est tout simplement question de découper l'entreprise par activités pour ensuite mieux la céder au secteur privé qui alors n'aura de cesse de dégrader des bénéfices en rognant sur les conditions de travail des salariés. Rappelez-vous des autoroutes en 2006 données aux groupes tels que Vinci.

Le problème est le même partout : l'ultra libéralisme des financiers et des agences de notation et surtout le manque de courage des politiques.

Alors TOUS dans le même bain, public, privé, Ford, cheminots, intermittents du spectacle, intermittents du travail (travailleurs en CDD), privés d'emploi, femmes au foyer, personnes malades, ... relevons la tête et résistons ! Résister c'est exister !

« Les jours où la merde vaudra de l'or, le cul des pauvres ne leur appartient plus ». H. Miller

CGT Cheminots Hourcade

Capbreton : les « communaux » dans la rue pour les salaires et les conditions de travail

A Capbreton comme ailleurs, la municipalité PS-PCF fait payer à ses employés les frais de la politique d'austérité du gouvernement. Les agents territoriaux ne sont pourtant pas des privilégiés. A Capbreton, sur 170 agents, 120 sont payés au SMIC, des personnels de service et des emplois saisonniers à temps partiel gagnent entre 800 € et 1000 € par mois. Nous sommes sans cesse confrontés à l'augmentation des pressions, aux bas salaires, à la précarité, à la mise au placard, au sexisme, à l'augmentation de la charge de travail, aux inégalités de traitement, à la non reconnaissance professionnelle, à la perte d'acquis sociaux...

Jusqu'à présent, cette politique n'avait pas trouvé d'opposition parmi les employés. Mais depuis quelques mois, nous étions quelques un-e-s, autour de quelques militants de la CGT, à réagir et à interpeller le maire : courriers, pétition signée par plus de 70 % des agents, interventions des élu-e-s du personnel... En vain !

Le ras-le-bol a fini par l'emporter, et c'est dans la rue que nous avons décidé de nous faire entendre, en pleine période estivale, pour une augmentation du régime indemnitaire (IAT) de 3 points, l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) pour les agents concernés, la non-sanction des arrêts maladie avec le maintien de l'IAT, l'attribution de la prime d'insalubrité aux agents répondant aux conditions, le remplacement des départs en retraite.

Du 31 juillet au 7 août, nous étions 70 agents, avec la CGT, à mener différentes actions, à commencer par les rassemblements devant la Mairie à une heure de grand passage des



vacanciers, à qui nous avons pu expliquer le sens de notre mouvement. Il y a eu aussi des distributions de tracts, une manifestation, un blocage du dépôt municipal, une intervention au festival du conte avec un message de solidarité aux intermittents, un rassemblement des grévistes dans le hall de la Mairie...

Chaque jour, les décisions étaient discutées et votées par l'assemblée générale des grévistes, et c'est en assemblée générale que nous avons décidé de reprendre le travail, sur l'engagement du Maire d'accorder une augmentation de l'IAT de 16 euros net pour les plus bas salaires et l'engagement d'une concertation sur les autres revendications en septembre.

Certes, nous n'avons pas obtenu satisfaction sur nos revendications. Mais tout le monde était content des liens qui se sont créés entre nous pendant la lutte et d'avoir pu prendre conscience de la force que nous représentions. Force qu'il nous faudra sans doute remettre en branle sous peu pour rappeler ses promesses au Maire...

Florent

Hôpital Charles Perrens : La révolte gronde !

Entre 100 et 150 participants étaient présents à notre 1ère journée de grève et d'action, à l'appel de l'AG du 2 septembre qui, à l'initiative de la CGT et de SUD, avait regroupé 60 collègues. Des salariés d'autres hôpitaux comme le collectif « notre santé en danger » et le collectif des intermittents et précaires sont venus partager notre lutte. De nombreuses banderoles réclamant des budgets et du personnel ont tapissé la grille sous les fenêtres de la Direction qui avait pour l'occasion fermé tous les accès donnant sur la nouvelle unité Upsilon pour « raisons techniques ». Nous nous sommes donné rendez-vous le 23 septembre à Paris. Beaucoup de collègues ressentent la nécessité de regrouper les différentes luttes.

C'est en effet un mouvement sur la durée qu'il s'agit de construire contre la politique d'austérité du gouvernement méprisant la population.

La Direction comme l'Etat le croit en tout cas puisqu'elle a financé la construction de cette nouvelle unité qui, faute de personnels, est restée vide depuis plus d'un an.

C'est donc plus de 1,2 millions d'euros que la direction doit trouver. Sa méthode est classique : déshabiller Françoise et Diego pour mal-habiller Sofia. Le sous-effectif est donc généralisé dans tous les services, et les conditions de travail comme la qualité des soins se dégradent. De son côté, la nouvelle unité va ouvrir avec un manque de moyens humains pour soigner 20 enfants de 6 à 15 ans. Depuis un an, les transformations et suppressions de postes se multiplient dans toutes les unités de soins comme dans les services techniques et logistiques. Le manque d'ASH et d'infirmiers devient dramatique. Des jeunes en contrat précaire (contrat d'avenir) remplacent de plus en plus des postes de titulaires. La réor-

ganisation des transports sanitaires vendant le service la nuit au privé a provoqué la colère des agents et la signature d'une pétition de soutien par plus de 350 collègues. La cuisine et l'IFSI de Charles Perrens sont à terme menacés comme notre accord local 35h, les primes de service et les avancements d'échelon.

L'ensemble du personnel et les syndicats se mobilisent pour stopper cette détérioration et imposer à l'ARS de financer l'hôpital à hauteur des besoins.

Les attaques libérales ne font que commencer : remise en question des 35 heures, contrôle des chômeurs, casse des services publics, gel ou diminution des salaires...

Face à la crise, Hollande choisit la fuite en avant, la guerre

sociale ici en France mettant en péril l'ensemble de la société et alimentant une extrême droite dangeuse.

Pour le stopper et le faire tomber, la convergence de toutes les luttes est nécessaire, au niveau des hôpitaux et des cliniques, mais aussi avec les salariés du public et du privé, les chômeurs, précaires, intermittents et sans-papiers...

La construction de ce rapport de force dépend des initiatives prises par chacun et de la participation de tous.

Correspondant



Les restrictions budgétaires imposées par ce gouvernement « de droite » se traduisent dans la santé par la recherche de 10 milliards d'économies.

Ainsi sur l'hôpital Charles Perrens, « l'Agence de Régression Sanitaire » (ARS) a retenu 500 000 euros sur le budget prévu qui était déjà insuffisant. L'ARS d'autre part, ne finance que la moitié des postes sur la nouvelle unité de pédopsychiatrie Upsilon flambant neuve, soit 700 000 euros de manque à gagner : comme si des beaux murs suffisaient pour soigner.

PARE, MAPE...

Au CHU, la coupe est pleine !

Les directions adorent les nouveaux noms, les abréviations, les sigles... Ça fait joli dans les conversations et sur les PowerPoints présentés dans le cadre du « dialogue social ».

Au CHU comme ailleurs, la Direction ne parle donc pas d'austérité mais de « Plan d'amélioration du résultat » (PARE). Ce plan, ne vous méprenez pas, n'est « pas seulement un plan d'économies » mais, explique-t-elle, l'occasion « d'améliorer la performance et de développer l'offre de service »...

Pour cela, elle s'est lancée juste avant l'été dans une « Mise à plat des effectifs » (MAPE). Chaque spécialité, chaque service sont observés à la loupe : le taux d'occupation des lits, la sévérité des pathologies, le nombre d'infirmières, d'agents de ménage, d'aides-soignants, de brancardiers, mais aussi de plombiers ou de jardiniers (du moins de ceux qui restent)... La pression s'accroît pour que tous les « actes » soient « saisis », que tout soit

noté, pesé, évalué... Et gare à ceux dont l'activité quantifiée rapportée au nombre de personnel ne correspond pas à la « norme » décrétée. Et chaque CHU, chaque hôpital se compare aux autres et rivalise de zèle pour découper non pas le « gras » (il y a bien longtemps qu'il n'y en a plus !) mais dans le vif. Ainsi, à Haut-Lévêque, en réanimation cardiaque, 8 postes d'infirmières et 3 d'aides-soignantes viennent d'être supprimés au cours de l'été !

La Direction entend récupérer 2 millions d'euros en supprimant des postes et un autre million en fermant définitivement un service de chirurgie à Pellegrin. Dans le même temps, elle transforme des services conventionnels en hôpitaux de jour et pousse les médecins et les équipes à augmenter l'activité : les roulements

sont sans cesse réactualisés pour « coller » au mieux aux gains de productivité possibles...

Malgré cela et l'annulation ou le gel d'un certain nombre d'investissements, la direction a annoncé un déficit prévisible de 4 millions d'euros en 2014.

Non seulement les tarifs fixés par le ministère ne suffisent pas à financer les dépenses indispensables, mais tous

les financements spécifiques sont en baisse, qu'il s'agisse des « missions d'intérêt général » financées par l'Etat ou d'autres par la Région.



Pourtant, le CHU de Bordeaux comme les autres continue à payer rubis sur l'ongle sa dette (17 millions de remboursement rien que sur 2014) et... à s'endetter : 27 millions de nouveaux emprunts prévus cette année !

Une situation qui crée un malaise croissant et des tentatives de résistance, pour le moment encore éparpillées...

Isabelle Ufferte



Demandez la brochure «Sécu» à nos militantEs
2 euros

A l'Isle St Georges (550 habitants), la lutte contre la suppression d'une classe à l'école a payé !

Composée d'une classe unique de maternelle et de deux classes élémentaires, l'école était menacée d'une fermeture de classe, les prévisions d'effectifs pour la rentrée de septembre 2014 affichant une baisse de 50 à 45 enfants.

Dès la fin juin, l'inspecteur d'académie annonçait donc la fermeture d'une classe élémentaire. Les conséquences ne pouvaient être que désastreuses pour les conditions d'apprentissage des enfants et pour les enseignants : deux classes à quatre niveaux (maternelle+CP et une classe avec CE1, CE2, CM1 et CM2) avec, bien entendu, une augmentation considérable des effectifs par classe. Les parents, les enseignants, la mairie et tout le village se sont alors mobilisés la dernière semaine

de juin, pour refuser cette décision et ont occupé la cour jour et nuit, pendant plusieurs jours.

A ce recul s'ajoutaient d'autres difficultés : la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, plus l'organisation du regroupement avec l'école du village voisin, Ayguemortes-les-Graves. Il a fallu attendre la rentrée, avec 4 enfants supplémentaires inscrits durant l'été, pour que les parents et le maire menacent l'inspecteur de circonscription venu pour le comptage des élèves, de reprendre la mobilisation. Vendredi 5 septembre, quatre jours après la rentrée, l'inspecteur a annoncé le maintien des trois classes pour l'année à venir !

Une rentrée à l'aune des politiques d'austérité

Si l'Isle-St-Georges a pu obtenir gain de cause, il n'est pas de même de nombreuses autres communes. La rentrée a été particulièrement dure pour cinq d'entre elles puisque - du jamais vu en Gironde ! - cinq classes ont été fermées à la rentrée, dont quatre une semaine après la rentrée ! Douze écoles qui avaient les effectifs pour une ouverture de classe ne l'ont pas eue. La Gironde reste depuis des années à la queue du classement des départements, en termes d'encadrement (nombre d'élèves par classe). Et à plus d'une semaine de la rentrée, il restait encore des enseignants sans postes et des postes sans enseignants.

Cela fait plusieurs années que les syndicats d'enseignants revendiquent un plan de rattrapage de 300 postes, augmenté cette année de 20 postes en urgence. La réponse a été claire : c'est non ! Ils ont même été accusés d'irresponsabilité « dans le contexte actuel », et quasiment d'ingratitude alors que le ministère de l'Education nationale est celui qui aurait obtenu le plus de moyens...

Des moyens largement insuffisants pour assurer des conditions correctes d'apprentissage aux élèves.

Le SNUipp a déposé un préavis de grève du 18 au 30 septembre pour les mobilisations d'écoles qui refusent les fermetures et luttent pour une ouverture. A suivre...

Correspondants



Liquidation de Transadapt Un scandale, un vrai gâchis, et tout sauf une fatalité !

33 salariés se retrouvent au chômage et 1700 personnes handicapées n'ont plus de moyen de transport depuis la liquidation judiciaire de Transadapt le 10 septembre dernier... car pas assez rentable.

Cette société privée s'était vue confier le « marché » du transport de personnes à mobilité réduite, en « délégation de service public », par de nombreuses collectivités et communautés de communes du département. Aujourd'hui, les élus concernés se désolent et annoncent que le temps de passer de nouveaux marchés... il n'y aura pas de solution avant janvier pour la plupart des usagers concernés, certains très lourdement handicapés !

De plus en plus, des services essentiels sont confiés au privé à travers des délégations de service public, exposant les usagers et les salariés aux conséquences révoltantes de la course au profit. Il est plus qu'urgent d'imposer que l'ensemble de ces services, leurs missions et les salariés soient repris en gestion directe par les collectivités locales !

I.U.

Mégastop au Mégajoule au Barp les 27 et 28 septembre

Le 2 décembre prochain est prévu, au Barp en Gironde, le premier tir d'essai du Laser mégajoule.

Comme l'explique sans détour le site officiel (<http://www-lmj.cea.fr/>) : « *Le Laser Mégajoule (LMJ) sert à étudier, à toute petite échelle, le comportement des matériaux dans des conditions extrêmes similaires à celles atteintes lors du fonctionnement nucléaire des armes. Le LMJ est dimensionné pour délivrer sur une cible de quelques millimètres, en quelques milliardièmes de seconde, une énergie lumineuse supérieure à un million de joules... Les premières expériences de physique des armes sont prévues en décembre 2014* ».

7 milliards ont déjà été investis. 7 autres doivent l'être...

Pour exiger la fermeture de ce laboratoire de crimes nucléaires et la reconversion des moyens humains, scientifiques et matériels, le collectif Mégastop au Mégajoule (comprenant entre autres Tchernoblaye, le réseau Sortir du nucléaire, Négajoule, Greenpeace, le NPA, EELV, ...) invite à un « camp de la paix » les 27 et 28 septembre.

Plus d'infos en contactant : peaceonmegajoule@riseup.net

ou en consultant :

<http://www.sortirdunucleaire.org/>

<http://negajoule.free.fr/>

*A chaque étape, les idées dominantes
sont celles des classes dominantes - Karl Marx*

Tous à poil !

« *J'aime l'entreprise* » s'est enflammé le Premier ministre Manuel Valls devant un parterre de patrons subjugués, lors de l'université du Medef, le 27 août 2014.

Déclaration que Martine Aubry s'est empressée de compléter : « *J'aime l'entreprise quand elle crée des richesses, quand elle investit sur l'avenir* ». N'en jetez plus ! Dans le monde merveilleux des amoureux de l'entrepreneuriat, l'entreprise est vitale pour que la société... continue d'être ce qu'elle est, avec ses inégalités, son chômage de masse et sa précarité sociale. Elle devient ainsi l'alpha et l'oméga de toute relation sociale, la norme universelle censée modeler chaque individu.

Mais de quelle entreprise ces dirigeants parlent-ils avec autant d'emphase ? Celle qui produit de l'amiante, celle où des salariés harcelés se suicident, ou encore celle qui néglige les normes de sécurité pour réduire les coûts ? Dans leur discours creux, il n'est pas vraiment question de l'entreprise réelle, autrement dit d'une unité de production de biens et de services, plus ou moins grande, dont les activités, plus ou moins utiles, sont insérées dans les rapports marchands de nos sociétés capitalistes (mais qui pourraient aussi exister dans des régimes socialistes, sous des formes diverses : coopératives, pôle public, associations, petit commerce ou artisanat).

En réalité, Valls et Cie évoquent une chose abstraite, un idéal de l'entreprise pensée exclusivement comme propriété privée d'un ou plusieurs possédants dans le but de faire fructifier un placement. Cet idéal, que les libéraux et le patronat rêvent d'étendre à toutes les dimensions de l'existence humaine, c'est celui des rapports d'exploitation capitalistes, qui permettent de produire et reproduire sans fin, sur le dos des travailleurs, de la valeur qui se valorise pour le propriétaire du capital. Ce que Valls, Aubry et le Medef aiment avant tout, ce n'est pas vraiment l'entreprise avec les hommes et les femmes qui y passent une grande partie de leur existence, c'est concrètement ce qui, grâce au travail de millions de salariés dans les entreprises, permet à une minorité de faire de l'argent avec de l'argent. Et ce qu'ils détesteraient par-dessus tout, c'est sans doute que les millions de salariés en prennent le contrôle.

Patrick Chaudon

Débat sur la Métropole à Lormont

Avec la réforme territoriale votée cet été, les communes vont perdre de nombreuses compétences au profit d'intercommunalités ou de regroupements de villes de plus de 400 000 habitants, les Métropoles, dont celle de Bordeaux qui entrera en fonction le 1^{er} janvier 2015 avec les candidats élus à la CUB en même temps que les Conseils municipaux.

Les compétences des collectivités, c'est la capacité qu'elles avaient à investir dans les domaines qu'elles souhaitaient. La réforme territoriale fixe une longue liste de compétences qui échapperont aux élus locaux, qui ne pourront plus décider de l'affectation de moyens dans des domaines qui les concernent de près. Les décisions seront transférées à des regroupements de communes, aux Métropoles et aux futures grandes Régions, ce qui éloigne, certes, les décisions de l'échelon local, ce qu'ont dénoncé tous les opposants à la réforme, du PC à la droite, mais qui vise surtout à faire des économies dans le fonctionnement des collectivités, en laissant encore plus de

marge d'action aux grandes multinationales délégataires de services publics comme Véolia ou la Lyonnaise des Eaux.

La création de la Métropole a entraîné en juin un débat entre élus organisé par la municipalité socialiste de Lormont. Dans l'exposé du DRH, il a été question d'une réforme pour la « mutualisation et répartition des moyens contraints », ce que toutes les composantes politiques de la CUB semblent avoir avalisé, vu qu'elles continuent à y co-gérer avec la droite de Juppé.

Je suis intervenue pour dire que cette réforme territoriale et la création de Métropoles s'inscrivaient dans la politique d'austérité actuelle, qui consiste à supprimer des moyens publics pour faire des économies qui seront payées par les populations. Le Maire, si attaché à sa politique locale, très énervé, a répondu qu'il n'avait pas le choix que de « boire jusqu'à la lie »... ce qu'il fait, en effet !

M. C.

Les PPP, tout bénéf pour les bétonneurs !

Les Partenariats Public Privé, nés dans les années 90 dans l'Angleterre de Thatcher, sont montés en flèche avec la crise. La France en est une championne avec 156 PPP attribués entre 2004 et 2012, pour 34 milliards d'euros, à 80 % par des collectivités locales. Alors qu'il devient de plus en plus dur pour elles d'emprunter pour de gros travaux, ces PPP confient à un seul opérateur privé, presque toujours Bouygues, Vinci, Fayat ou Eiffage, la construction, et/ou l'exploitation et la gestion d'équipements publics, en échange du paiement d'un loyer échelonné pendant des dizaines d'années.

Après la Cour des comptes et l'Inspection générale des Finances, un rapport

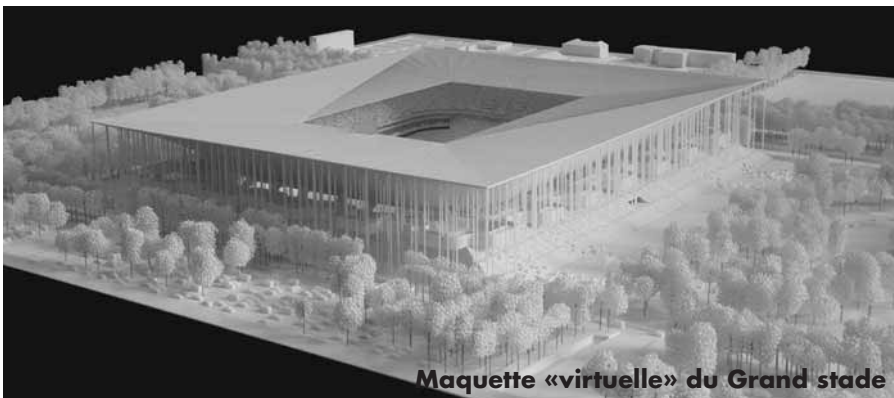
du Sénat vient d'épingler ces PPP désignés comme de « véritables bombes à retardement budgétaires » qui impliqueraient « un quasi-doublement des charges à payer sur le long terme par rapport au montant de l'investissement équivalent qui serait réalisé en maîtrise d'ouvrage publique ».

Deux exemples locaux pour s'en convaincre : la construction et gestion du Grand Stade à Bordeaux. Financée par des subventions publiques (75 millions sur les 185 millions de coût annoncé) et les Girondins de Bordeaux (20 millions), le reste a été apporté par un PPP avec SBA (Vinci et Fayat). Durant 30 ans, la ville devra payer 12,3 millions de redevances hors taxes par an à SBA.

La situation est encore plus choquante avec le PPP signé entre le Conseil général et Ecosolidaires(!), filiale de Vinci, adossée à la banque Dexia, pour la construction et l'exploitation de 12 Maisons de la Solidarité et de l'Insertion. Dexia a décidé de se retirer, alors la collectivité a été obligée, soit de rompre le PPP et de payer un dédommagement colossal à Vinci, soit de financer elle-même la part de la banque, ce qu'elle a fait. Le CG a dû ajouter 28 millions aux 28 autres déjà engagés et se retrouve à financer presque tout son PPP. Vinci a du coup porté sa participation à... 4 millions d'euros !

Le PS avec Rouveyre à Bordeaux, le PC au Conseil général, ont refusé de voter ces PPP. Ce qui n'empêche pas Savary, autre socialiste, de soutenir l'UMP d'Amécourt qui affirme: « PPP n'est pas un gros mot, la plupart des grands projets qui font la gloire de la France ont été bâtis grâce au mariage du public et du privé », en ajoutant, lui : « De toute façon, il y aura de plus en plus de PPP, car l'Etat est fauché ». Et ce sont les habitants et les contribuables qui paieront la note pour les bétonneurs !

M. C.



Maquette «virtuelle» du Grand stade

Feltesse, fin de sevrage...

On l'avait un peu perdu de vue depuis quelque mois, suite à une séquence politique calamiteuse : raclée aux municipales face à Juppé, perte de la présidence de la CUB, puis de son poste de député, rendu à Delaunay à la démission du gouvernement Ayrault...

Il avait alors annoncé « *un sevrage médiatique et une présence politique minimale* », tandis qu'on apprenait que Hollande lui donnait un poste de conseiller à l'Élysée (!)

Selon *Sud-Ouest* du 1^{er} septembre, le sevrage est terminé : Feltesse a repris la parole sur son compte Facebook¹ qui roupillait depuis le 30 juin, dans un texte intitulé « *Je me souviendrai de Blanquefort* ».

Après y avoir dit tout le bien qu'il pense de l'équipe municipale en place là-bas depuis son « *saut sur Bordeaux* », il n'oublie pas de s'en attribuer le mérite, capable qu'il aurait été « *de s'entourer d'un collectif, faire émerger une nouvelle génération, et préparer sa succession* »... Et, après avoir annoncé qu'il a enfin trouvé de temps de déménager à Bordeaux, il assure les « *blanquefortais et blanquefortaises* » de son « *immense reconnaissance* », disant « *à toutes et à tous* », « *... vous m'avez permis de me faire...* » !

Joli travail en effet... l'ambitieux carriériste est assez réussi, lui qui conclut sa copie par un passage commençant par « *Et maintenant, à nous 2 Bordeaux* » et se termine par « *je serai maire de Bordeaux* »...

D.M.

1 <https://www.facebook.com/vincent.feltesse>

Rousset aussi « aime l'entreprise »

Le cri d'amour poussé par Valls le 3 septembre devant le parterre de patrons enthousiastes réunis à l'université d'été du MEDEF n'a pu que réjouir Rousset. Tout comme la démission du gouvernement Valls n°1 qu'il dit être « *une mesure salutaire* » (*Sud-Ouest* du 25/09)... C'est qu'elle a permis de se débarrasser d'un Montebourg accusé de maintenir « *une espèce de climat où l'on pense d'abord à son ego et son avenir personnel...* » et dont l'action au gouvernement n'a non seulement apporté aucun résultat, mais « *a été marquée par une agressivité envers les entreprises, puis par une forme d'instrumentalisation et de colbertisme* »...

Concernant le nouveau ministre de l'économie, Rousset, interrogé sur RBG le 27 août espère que « *le brillant Emmanuel Macron n'aura pas seulement le souci des grands groupes mais aussi celui des PME* », et dit « *le rencontrer très prochainement au nom de l'Association des Régions de France, pour voir comment on peut se partager le job du développement de nos entreprises.* »

Comme si ce job n'était pas déjà parfaitement partagé ! D'une main, le député socialiste Rousset soutient un gouvernement qui ne cesse de s'en prendre aux droits du travail, à la protection sociale, aux salaires directs comme indirects ; de l'autre, le président de région Rousset fait de l'aide aux PME son cheval de bataille. Pour un résultat bien connu : fuite en avant dans l'austérité, stagnation économique, reculs sociaux, chômage, crise politique...

D.M.

Chez ces gens-là, on compte !

Les déclarations d'intérêt des sénateurs et des députés ont été publiées pour la première fois sur le site de la HAT (haute autorité pour la transparence) créée suite à l'affaire Cahuzac. Nous savons donc tout sur leurs indemnités et sur l'identité de leurs collaborateurs.

On apprend qu'un élu, outre son indemnité (6950 euros brut pour un député), dispose d'une cagnotte de 9000 euros par mois pour embaucher des assistant(e)s. Et, ces gens-là ont semblé-il un sens de l'intérêt de famille très développé ! Ainsi, pour la région, de Madrelle à Emmanuelli en passant par Peiro ou Faure etc., nous trouvons les femmes, filles, fils, gendres en nombre qui ne sont bien entendu embauchés que sur des critères de compétences professionnelles et non pour leur parenté avec

l'élu(e) en question ! C'est tellement crédible tout ça que l'Assemblée Nationale elle-même, face aux abus, a été obligé de limiter ces embauches familiales à une par domicile.

La transparence ayant tout de même ses limites, nous ne saurons pas tout, vu que ces élu(e)s ne doivent déclarer que les revenus imposables. Donc, pas l'indemnité représentative de frais de mandat équivalent à 5770 euros bruts mensuels, tout comme une indemnité spécifique de 4000 à 4900 euros dont bénéficient certains, car non imposables.

Quant aux déclarations de patrimoine, les parlementaires ont gagné la non publication « de haute lutte » nous dit-on. Fallait pas exagérer : c'est la gauche au pouvoir, pas le socialisme !

Y a encore du boulot pour une véri-

table transparence comme vient de le montrer le cas du député Thévenoud qui n'aura fait qu'un passage éclair de 9 jours comme secrétaire d'Etat pour avoir « oublié » pendant 3 ans de déclarer et de payer ses impôts et son loyer ! Lui qui demandait au Parlement le renforcement des sanctions envers les fraudeurs et se faisait le pourfendeur de l'évasion fiscale et n'avait pas de mots assez durs contre son ancien camarade Cahuzac !

Le ministre Rebsamen s'est montré plus discret sur son collègue fraudeur que contre les chômeurs qui seraient tous des fraudeurs en puissance.

Et pour l'heure Thévenoud, est toujours député...

J.R.

Mobilisation pour Gaza à Bordeaux

Dès l'annonce de l'intervention militaire israélienne à Gaza, il y a eu des appels à manifester. Mais alors que Palestine 33 et des organisations du Collectif national pour une paix juste et durable appelaient d'un côté, le CAP (Collectif Action Palestine) et Génération Palestine appelaient de l'autre... alors que tous soutiennent la lutte du peuple palestinien pour une terre et sa liberté.

Le NPA a milité pour des rassemblements et manifestations communs, malgré les divergences voire sectarismes entre organisations. Ces manifestations ont regroupé entre 200 et 1000 personnes (comme le 26 juillet, lors d'une manifestation commune), dont beaucoup de femmes, de jeunes et d'immigrés venus de quartiers populaires qu'on ne voit pas souvent manifester.

GAZA : colonisation, crimes de guerre...

en finir avec l'apartheid sioniste !

On connaît le bilan des bombardements israéliens sur Gaza pendant près de deux mois : plus de 2100 morts, 500 enfants parmi eux. On parle rarement des blessés, très souvent mutilés : 3100 enfants, dont 1000 auront une incapacité permanente ! Des dégâts matériels considérables, infrastructures, maisons, écoles (231 touchées !), hôpitaux, centrale électrique, système d'adduction d'eau, 475 000 palestiniens déplacés...

Gaza connaît depuis sept ans un blocus total, même la zone côtière de pêche avait été restreinte ; à l'intérieur du mur, une zone tampon empêchait les paysans d'accéder à une partie importante de leurs terres !

Même en dehors des périodes de bombardements massifs, l'armée israélienne n'a cessé de tirer sur des paysans, des pêcheurs, de commettre des attentats dits « ciblés » avec drones. Cela fait partie de la « gestion » ordinaire d'un immense camp à ciel ouvert, en régime colonial, entre deux paroxysmes que constituent les diverses opérations de massacres de palestiniens, quatre en huit ans ! Et la dernière a tout dépassé en durée et en intensité.

L'objectif principal d'Israël est d'empêcher la création d'un Etat palestinien : à chaque fois que l'on pourrait avancer d'un cran dans cette direction, l'Etat sioniste se déchaîne. Cette fois-ci, c'est la réponse à l'accord de gouvernement OLP-Hamas.

Les bombardements massifs qui ont fait de Gaza un champ de ruines ne visaient pas seulement à affaiblir, encore moins anéantir le Hamas ; il s'agissait aussi de tenter de briser la résistance de la population, de la ramener à un degré zéro de survie pour la rendre impuissante. Quitte à recommencer dans quelques temps, selon les besoins de la politique intérieure, car il y a aussi cet aspect, où la droitisation de la société et la fascisation de l'état, trouvent là un exutoire commode aux dissensions et crises de la société israélienne.

Nous y avons été présents durant tout l'été avec nos tracts et nos interventions, en dénonçant l'Etat d'Israël, mais aussi la complicité des pays arabes, les ambiguïtés du Hamas et de l'Autorité Palestinienne, et la responsabilité des grandes puissances, dont la France, dans la répression du peuple palestinien.

Nous avons aussi participé au rassemblement contre le « Festival aux drones », l'UAV Show, le 10 septembre à la base aérienne de Mérignac, contre l'emploi de drones à des fins militaires par l'Etat d'Israël, salon qui a reçu des subventions publiques des élus de gauche et de droite locaux.

Mónica

Monstrueux calcul, mais fuite en avant. D'autant que l'on a, une fois encore, constaté le haut niveau de résistance des Gazaouis.

Le cessez-le-feu a permis d'obtenir cette fois-ci de petits résultats immédiats (limites des zones de pêche repoussées, de même pour la zone tampon, allègement du blocus). Le plus important doit en principe se discuter d'ici quelques semaines, pour aller plus loin (port, aéroport, blocus...) mais par le passé, Israël n'a respecté aucune des promesses. Tout pourra alors recommencer.

Que faire donc, ici, après avoir manifesté tout au long de l'été notre solidarité, en ne visant pas seulement les dirigeants israéliens, mais aussi ceux qui les soutiennent, les arment même ? Et le gouvernement français, en la matière, n'a pas mérogé son soutien aux assassins, prenant sa part de responsabilité dans le crime. C'est en luttant contre cette politique, contre notre propre impérialisme, que nous pouvons d'abord aider le peuple palestinien ; c'est aussi en développant les campagnes de boycott et sanctions, que nous pourrions participer à la fin de l'état d'apartheid, et aider à avancer dans cette portion du Moyen Orient. C'est là le début de notre internationalisme.

Jean-Louis F.

Non contents d'apporter leur soutien aux agresseurs israéliens, Hollande et Valls bafouent la démocratie en prétendant interdire les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien en juillet, en réprimant les militantEs de la campagne BDS (procès à Caen le 22 septembre) et en convoquant devant le tribunal, le 22 octobre, notre camarade Alain Pojolat pour avoir affirmé sa solidarité avec la résistance palestinienne. Soyons nombreux ensemble pour le défendre !

UAV SHOW Europe, ADS SHOW, Université d'Été de la Défense...

Grande foire des marchands de mort à Mérignac

Les 9, 10 et 11 septembre se tenaient deux salons sur le terrain de la Base 106 de Mérignac : l'UAV¹ Show Europe, consacré aux drones civils et militaires, et l'ADS-SHOW, au « *Maintien en Condition Opérationnelle des Matériels Aéronautiques de Défense* ». Ils s'enchaînaient harmonieusement avec l'« université d'été de la Défense », qui réunissait, les 8 et 9, quelques parlementaires et le gratin des officiers supérieurs.

Rassemblement contre une présence inacceptable

En bonne place parmi les exposants se trouvaient six entreprises israéliennes, parmi lesquelles Israel Aerospace Industry (IAI) principale productrice, entre autres, de ces drones qui viennent de contribuer au massacre de la population de Gaza.



Pour protester contre cette présence et ceux qui l'ont permise, un rassemblement a réuni une centaine de personnes devant l'entrée du salon, mercredi 10, à l'appel du *Collectif girondin pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens*, de *Génération Palestine* et de *Négajoule*.

C'était l'occasion de rappeler notre soutien à la population palestinienne, notre volonté de ne pas baisser les bras : l'agression israélienne se poursuit et est inacceptable, même si les massacres ont cessé. L'occasion également de dénoncer la complicité affichée par les col-

lectivités locales qui ont contribué au financement de ces salons (Mairie de Mérignac : 50 000 euros, Conseil Régional d'Aquitaine : 215 000 euros, CUB : 135 000 euros) alors qu'il était patent que les marchands de mort israéliens seraient de la fête.

Complicité active...

Cette complicité va d'ailleurs bien plus loin que la simple acceptation de ces sociétés israéliennes dans le salon, elle se concrétise plus profondément à travers les multiples liens qui existent entre les entreprises d'armement locales et israéliennes. Preuve s'il en fallait de cette complicité active, les organisateurs du salon, interrogés par un photographe de l'AFP qui passait par là au bon moment (et à qui l'on doit le seul billet de presse rendant compte du rassemblement), ont répondu que « *cette présence est liée au partenariat existant entre la filière à l'échelle régionale et le cluster israélien Brightstar aerospace* »...

Un « cluster », dans le domaine industriel, est une structure permettant de coordonner l'activité de multiples entreprises, organismes de recherche et développement, écoles d'ingénieurs et universités autour d'un même type d'activité. Et justement, la « *filiale régionale* » du drone est organisée depuis 2010, à l'initiative de la Région Aquitaine et de la société Thales, dans le *Cluster Aquitain Services et Systèmes de Drones* (AETOS). Parmi la multitude d'entreprises qui en sont partie prenante, on trouve « *4 acteurs européens majeurs, au plan civil ou militaire implantés en Aquitaine (Thales, Dassault, EADS et Safran)* »².

... et profits

Tout ce beau monde coopère donc à

la production et au perfectionnement des machines de guerre, au grand profit des actionnaires qui en empochent les dividendes. D'ailleurs, les organisateurs l'ont bien précisé : la vocation de ces deux salons était « *exclusivement économique* » et il ne leur « *appartenait pas de commenter* » les « *conflits géopolitiques* »...

Comme si les conflits géopolitiques ne trouvaient pas leur origine dans les conflits économiques ! Comme si les marchands d'armes ne tiraient pas leurs profits des conflits géopolitiques !

Et le peu qui a filtré de l'UE des généraux (soumise au secret défense), et qui vient du discours que leur a tenu le ministre de la Défense Le Drian, nous rassure : les affaires vont bien. La multiplication des « *conflits géopolitiques* », justement, fait que les exportations d'engins de mort sont en hausse de 43 % !

Le ministre a eu le cynisme de s'en féliciter, au nom des « *bénéfices économiques, sociaux et technologiques rejaillissant sur la société civile française tout en maintenant l'activité des sites industriels* »...

Daniel Minvielle

1 - UAV : Unmanned Aerial Vehicle = Appareil volant sans pilote

2 - www.actos-aquitaine.fr

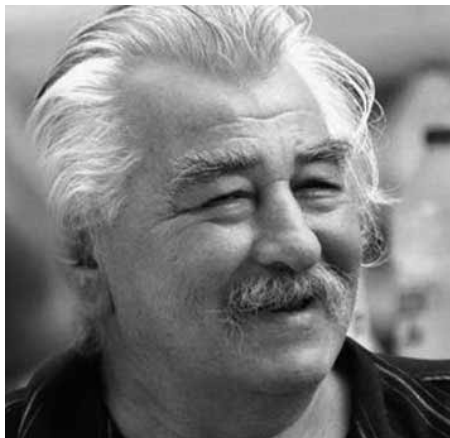
No comment...

Le Drian n'a pas l'exclusivité du patriotisme économique quand il s'agit de vendre des armes « made in France »... Communiqué de Mélenchon du 3 septembre, extraits :

« *En décidant de renoncer à la livraison des navires acquis par la Russie, François Hollande commet une trahison insupportable qui dévalorise totalement la parole de notre pays et raye la France comme fournisseur indépendant de matériel de défense...*

... *cette décision achève la vassalisation de notre pays à la main des USA et de la politique belliqueuse de l'OTAN...* »

Notre camarade Ignace Garay



Notre camarade Ignace est mort brutalement dans un accident de voiture, au début de l'été. Il avait 63 ans, était à la retraite mais restait à fond dans l'activité militante.

Il était militant ouvrier, syndicaliste dans son entreprise Sadefa (ex-Pont à Mousson) à Fumel (47). Avec ses collègues de boulot, il a mené pendant des années une bataille contre les licenciements et contre la fermeture de l'usine. Jusqu'à la reprise par les salariés eux-mêmes

sous la forme d'une Scoop autogérée avant finalement d'être rachetée par un repreneur classique, suite à des difficultés insurmontables (voir le film documentaire « *Fumel, de feu, de fer et de rock* »).

Il était aussi un militant politique d'extrême gauche, internationaliste, solidaire des peuples en lutte, le peuple Basque par exemple. En juin, il était à Bayonne pour la manifestation de soutien aux droits des prisonniers politiques basques.

Ignace avait cumulé une expérience énorme qui le rendait incontournable pour beaucoup de ses camarades. Ses compétences syndicales et politiques, il en faisait profiter largement celles et ceux qui le demandaient. Il était très disponible et très bavard sur tous ces sujets. Et en plus, il y mettait toujours une grosse dose de bonne humeur.

Même pour nous parler des choses dures ou de gens qu'il combattait comme les patrons, les politiciens (y

compris locaux), les chefs bureaucrates syndicaux, il avait beaucoup d'humour. Il parlait de tout quasiment avec un sourire qui n'était pas loin.

Ignace avait une grosse voix, on l'entendait de loin. Mais il n'était pas une grande gueule. Il intervenait la plupart du temps du fond de la salle et ne se précipitait pas pour intervenir. Il parlait calmement, expliquant patiemment. Ce qui était marquant, c'est qu'il parlait sans aucun sectarisme, respectueux, même avec ses adversaires. Pourtant il était toujours fixé sur la même boussole, celle de sa classe, la classe ouvrière et celle de la lutte contre toute forme de racisme et d'oppression.

Quand il parlait ça faisait un bien fou, tout paraissait clair et simple... au moins pendant quelques minutes. Discuter avec lui, c'était un plaisir. Il donnait envie de militer.

Ignace nous manquera, c'est peu dire.

Philippe Poutou

Correspondance

Des nouvelles de nos cousins québécois

On se souvient du printemps érable de 2012 et de la lutte de la jeunesse étudiante du Québec opposée à une augmentation drastique des frais de scolarité universitaire. Lutte, qui en quelques semaines, s'était transformée en contestation anticapitaliste. Face à la révolte inhabituelle, l'Etat a riposté avec le règlement P6 (déclaration obligatoire du trajet des manifestations - inexistant jusqu'ici au Québec- et interdiction de tout rassemblement de plus de 3 personnes).

Le 1^{er} mai 2013, la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes, d'obédience anarchiste) a organisé une manifestation en parallèle avec celle des syndicats. La police a tendu un traquenard et encerclé 400 manifestants : menottés, embarqués dans un commissariat lointain et maintenus plus de 10 heures sans eau et sans accès aux toilettes, les manifestants ont tous écopé d'une amende de plus de 600 dollars, en vertu du règlement P6.

Depuis, loin de se décourager, la plupart des jeunes ont refusé de payer l'amende et rejoint un groupe de défense qui a déposé un recours collectif devant les tribunaux pour contester les amendes et le traitement inhumain.

À la première comparution en juin, au palais de justice de Montréal, une joyeuse foule d'inculpés de plusieurs centaines de personnes s'est rassemblée au son de chants révolutionnaires. Craignant une émeute, c'est par groupes de 10, fortement escortés par la police, qu'ils ont pu entrer au tribunal où on leur a remis les « soi-disant » preuves d'infraction. La décision se fera sans doute attendre des années.

En attendant et pour assurer le soutien financier pour la défense du groupe, à l'appel de la fanfare « *Ensemble insurrection chaotique* » qui fait partie des inculpés, une soirée de solidarité a eu lieu à Montréal le 4 septembre. Le résultat ? Un succès inespéré, une participation record et une ambiance survoltée au son de la musique.

Pour une minorité de jeunes et de moins jeunes, la lutte continue...

De Montréal, Gérard Barthélémy

Mythe de la parentalité, réalité des familles

Saül Karsz, Dunod, 2014

La famille est en crise, paraît-il. Mais qu'est-ce qui est en crise, au juste ? Une institution si utile à la reproduction des rapports de classe, ou ses représentations les plus tenaces ? Convoquant certaines précieuses découvertes de Marx, Freud, Althusser et Lacan pour savoir de quoi la famille et ces représentations sont faites, l'analyse de Saül Karsz ouvre un vaste chantier et invite à une exploration d'un univers imaginaire, idéologique donc, et pourtant matériel, englobant le quotidien de chacun : « la famille » est pensée en tant qu'idéal de ce que les familles réelles sont censées être et faire, représentation imaginaire historiquement datée à laquelle la plupart des familles réelles tentent tant bien que mal de se conformer dans leurs pratiques concrètes.

Ces représentations de la famille, ces éléments imaginaires de l'idéologie familiale produisent leurs effets dans les foyers, chez les parents et leurs enfants bien sûr, mais aussi dans les services spécialisés du secteur dit social, dont les pratiques professionnelles s'agencent autour de l'idée de parentalité, supposée faire défaut chez les uns, qualifiée de normale chez d'autres. Comment intervenir alors ? S'agit-il pour les travailleurs sociaux de « soutenir la parentalité », soit développer des compétences supposées manquantes à certains parents pour les aider à « être parents », normaliser des individus par la prise en charge des « défaillances » parentales, les « parentaliser » ? Ou bien est-il possible de « sortir »



de ces dispositifs ? L'auteur soumet à la réflexion quelques pistes alternatives en se positionnant en dehors de cette problématique et propose une démarche iconoclaste. De ce point de vue (résolument matérialiste), l'intervention auprès des familles ne peut plus être une prise en charge de « cas sociaux » mais apparaît plutôt comme une prise en compte de situations complexes, un accompagnement, à partir des conditions matérielles d'existence, de géniteurs et génitrices qui essaient de « faire les parents » de la seule façon possible : comme ils peuvent.

P.C.

Le salaire de la vie

Ghislaine Tormos, Ed Don Quichotte - 15 euros

Il s'agit du témoignage d'une ouvrière de l'usine PSA Aulnay, militante active du combat contre la fermeture du site en 2013.

Dans les premières pages Ghislaine Tormos explique son entrée à PSA en 2002 après des années de petits boulots, comment elle va s'accrocher pour avoir ce CDI. Tout un monde qu'elle découvre et explique très bien : le travail à la chaîne, les horaires décalés et minutés à la seconde, le bruit, la chaleur, les cadences, le corps et le cerveau qui s'adaptent finalement ! Le 12 juillet 2012, la direction annonce la fermeture. Le 16 janvier 2013 débute la grève avec un « noyau dur » de 250 grévistes déjà mobilisés avec la CGT qui avait révélé les plans de PSA dès 2011. Ils seront jusqu'à 900 sur les 2800 travailleurs de l'usine à participer à ce mouvement.

On va donc vivre ces 4 mois de lutte avec Ghislaine (pour qui c'est la première grève) et ses camarades contre leur patron et aussi contre le gouvernement qui n'aura que des déclarations démagogiques pour les salarié(e)s tout en envoyant les CRS pour défendre les patrons et leur droit à jeter les travailleurs à la rue.

On va vivre le Comité de grève, les Assemblées générales, les solidarités qui se créent entre les grévistes, les actions et les rencontres au dehors avec d'autres travailleurs en lutte, mais aussi les difficultés pour entraîner les collègues, vaincre la démoralisation, la résignation, les pressions d'un patron de choc qui va mobiliser des dizaines de cadres des autres usines du groupe, des vigiles aussi, contre la grève.

Cette lutte, comme toutes celles de ces dernières années, permet de bien mesurer le rapport de force qu'il nous faut construire pour faire converger les luttes existantes, mais aussi pour passer à l'offensive pour combattre efficacement le patronat et le gouvernement.

« C'est quoi la solution ? Occuper nos usines, nos entreprises, manifester, faire la grève... ou subir et fermer sa gueule ? Je suis désormais convaincue que si nous avons juste une petite chance de faire évoluer les choses dans le bon sens, c'est en nous y mettant tous ensemble » écrit cette militante. Vraiment d'actualité en cette rentrée sociale.

J.R.

Exposition Chicano Dream

La collection Cheech Marin (1980 - 2010)

L'exposition présente 70 œuvres d'artistes issus de l'émigration mexicaine aux Etats-Unis (rassemblées par un collectionneur lui-même Chicano). A partir de ces affiches, tableaux, fresques murales, l'équipe du musée nous fait découvrir les différents moments de cette émigration, sa violence, les différentes résistances de ces premiers émigrés, celle de leurs enfants nés en Amérique avec sa traduction dans leur art, l'art chicano... Quelques photographies du début du 20^{ème} siècle témoignent : les hommes qui fuient la misère, passent la frontière pour travailler dans les grandes exploitations agricoles californiennes et dans les usines ; rejoints ensuite par les femmes, les enfants... Puis dans les années 60, ce sont les premières organisations et des grandes grèves des ouvriers agricoles chicanos, contemporaines des luttes pour les droits civiques des noirs américains. La création artistique participe de ce mouvement pour l'affirmation de leurs droits.

Les artistes ont utilisé les murs comme champ d'action, résultat de leur pauvreté et de la tradition de la peinture murale mexicaine. Ils vont s'organiser en collectifs puis peindre sur des toiles. Leurs œuvres sont souvent très colorées, violentes, jouant des stéréotypes imposés par l'Amérique raciste aux Chicanos (les mauvais garçons, les prostituées), jouant aussi de la tradition des iconographies religieuses, des références à la culture aztèque, mais c'est plus de violence urbaine de la pauvreté dont il est question.

Ces peintures qui expriment les tensions sociales ne manquent pas d'humour. Leurs toiles, souvent hyper-réalistes, montrent les rêves perdus, les inégalités, les SDF dans les galeries marchandes, elles traitent du féminisme, du choc des cultures... L'exposition est riche, très bien conçue, très politique en fait. Elle retrace la violence faite à ces générations successives de Mexicains-Américains et leurs réponses dans leur art. Allez-y, et vous y verrez sûrement bien d'autres aspects.

Michelle Dupouy

Jusqu'au 26 octobre au Musée d'Aquitaine – 5^e ét. - Visite commentée le dimanche à 15h (c'est mieux, on apprend plein de choses !)

**Et le samedi 18 octobre,
n'oubliez pas, prévenez
vos amiEs, réservez votre
après-midi et soirée
Toutes et tous à la fête
2014 du NPA33 !**



FETE

Concerts
Débats
Restauration
Librairie

18 oct
14h-23h

NPA

19h allocution de
Philippe POUTOU



**Face à l'offensive
PS - MEDEF...**

PREPARONS LA RIPOSTE !

Salle Son Tay
BORDEAUX

47 rue de Son Tay - Tram C - arrêt Belcier